



Numericable Group lance son introduction en bourse sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris

-
- Fourchette indicative du prix de l'offre applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global : entre 20,30 euros et 24,80 euros par action
 - Taille initiale de l'offre : environ 652,2 millions d'euros, dont environ 250 millions d'euros d'actions nouvelles et environ 402,2 millions d'euros d'actions existantes cédées par Carlyle Cable Investment SC (« Carlyle ») et CCI (F3) S.à.r.l. (« Cinven »)
 - Option de surallocation portant sur la cession d'actions existantes supplémentaires par Carlyle et Cinven, représentant un maximum de 15 % de la taille de l'offre
 - Offre réservée aux salariés d'un montant d'environ 2 millions d'euros
 - Clôture de l'offre à prix ouvert prévue le 6 novembre 2013 ; clôture du placement global prévue à 13h le 7 novembre 2013
 - Fixation du prix de l'offre prévue le 7 novembre 2013 et début des négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris prévue le 8 novembre 2013 (sous forme de promesses d'actions)
-

Paris, le 28 octobre 2013 – Numericable Group, premier acteur du câble et de la fibre en France, annonce aujourd'hui le lancement de son introduction en bourse en vue de l'admission de ses actions sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (compartiment A).

Eric Denoyer, Président-Directeur général de Numericable Group, a déclaré : « cette introduction en bourse marque une étape importante dans le développement du Groupe. Elle va nous permettre d'accroître nos investissements dans notre réseau de fibre optique, et ainsi d'accélérer notre dynamique de croissance déjà largement engagée. »

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») a apposé le 25 octobre 2013 le visa n°13-572 sur le prospectus relatif à l'introduction en bourse de Numericable Group, composé d'un Document de Base enregistré le 18 septembre 2013 sous le numéro I.13-043, de l'actualisation du document de base déposée auprès de l'AMF le 25 octobre 2013 sous le numéro D.13-0888-A01, d'une note d'opération et d'un résumé du prospectus (inclus dans la note d'opération).

Structure de l'Offre

Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- un placement global (le « **Placement Global** ») principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, y compris aux États-Unis d'Amérique en vertu de la Règle 144A du US Securities Act de 1933, tel qu'amendé (le « **Securities Act** »), et à l'extérieur des États-Unis d'Amérique en vertu de la Regulation S du Securities Act ; et
- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** »).

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions Offertes allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes, avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation.

Montant de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés

L'introduction en bourse de Numericable Group comprendra :

- L'émission d'actions nouvelles pour un montant brut d'environ 250 millions d'euros, équivalent à un produit net estimé d'environ 240 millions d'euros
- La cession d'actions existantes par Cinven et Carlyle, pour un montant brut d'environ 402,2 millions d'euros, pouvant être porté à environ 500 millions d'euros brut maximum via la cession par Cinven et Carlyle d'actions existantes supplémentaires, en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation.
- L'émission d'actions nouvelles réservées aux salariés, pour un montant brut d'environ 2 millions d'euros (en prenant pour hypothèse une souscription intégrale des actions)

Fourchette indicative de prix

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative comprise entre 20,30 euros et 24,80 euros par action, fourchette arrêtée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 25 octobre 2013.

Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette. La fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre. En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix susvisée, ou de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera alors ré-ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de publication du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la publication du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO.

Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la fourchette (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).

Calendrier indicatif de l'Offre

L'Offre à Prix Ouvert débutera le 28 octobre 2013 et devrait se clôturer le 6 novembre 2013 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par internet.

Le Placement Global débutera le 28 octobre 2013 et devrait se clôturer le 7 novembre 2013 à 13 heures (heure de Paris).

L'Offre Réservée aux Salariés débutera le 28 octobre 2013 et devrait se clôturer le 5 novembre 2013 à 18 heures (heure de Paris).

Le Prix de l'Offre et le Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés devraient être fixés le 7 novembre 2013.

Les négociations sur le marché Euronext Paris (Compartiment A) devraient débuter le 8 novembre 2013, sous forme de promesses d'actions jusqu'au 12 novembre 2013 (inclus).

Le règlement livraison de l'OPO et du Placement Global devrait intervenir le 12 novembre 2013 et le règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés devrait intervenir le 26 novembre 2013.

Raisons de l'Offre

L'Offre et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Paris ont pour objectif de permettre au Groupe de réduire son endettement, de renforcer sa structure financière et d'accroître sa flexibilité financière et stratégique en vue de soutenir sa stratégie de développement et de croissance. L'Offre offrira en outre une liquidité aux actionnaires actuels de la Société qui céderont des actions de la Société dans le cadre de la présente opération.

Le produit net de l'augmentation de capital réalisée par la Société sera affecté :

- au remboursement partiel des Obligations Senior Garanties (et la partie du SFA YPSO France correspondante) ;
- au paiement des différentes primes de remboursement anticipé ; et
- pour le reste aux besoins généraux de financement, y compris la croissance organique et les opportunités de croissance externe, du Groupe.

Intermédiaires financiers

Deutsche Bank et J.P. Morgan agissent en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC et Morgan Stanley agissent en qualité de Co-Chefs de File et Teneurs de Livre Associés.

Jefferies, Nomura et Oddo agissent en qualité de Chefs de File Associés.

Informations accessibles au public

Des exemplaires du prospectus visé par l'AMF le 25 octobre 2013 sous le numéro 13-572, composé du Document de Base enregistré le 18 septembre 2013 sous le numéro I.13-043, de l'actualisation du document de base déposée auprès de l'AMF le 25 octobre 2013 sous le numéro D.13-0888-A01, d'une note d'opération et d'un résumé du prospectus (inclus dans la note d'opération), sont disponibles sans frais au siège social de la Société et auprès des intermédiaires financiers, ainsi que sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de la Société (www.numericable.com).

Numericable Group attire l'attention du public sur les facteurs de risques décrits au chapitre 4 du document de base et de l'actualisation du document de base et à la section 2 de la note d'opération. La concrétisation d'un ou plusieurs de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, le patrimoine, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe, ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société.

A propos de Numericable Group :

Numericable Group est l'unique câblo-opérateur majeur en France, présent grâce à une infrastructure fibre optique de très haut débit sur trois segments : grand public (B2C), entreprises (B2B) et le segment de gros (« Wholesale »). Bénéficiant d'une technologie très avancée et s'appuyant sur une infrastructure puissante, qui fonctionne comme un réseau unique au service de ses trois segments, le groupe est aujourd'hui le leader du marché émergent du très haut débit en France, avec une part de marché de 58 % (seuls 6% des foyers français disposaient d'un accès à Internet très haut débit en 2012).

- Sur le segment B2C, le groupe opère sous la marque Numericable, qui propose une large gamme de produits et de services aux particuliers : télévision payante, fourniture d'accès à Internet haut et très haut débit et téléphonie fixe et mobile.
- Sur le segment B2B, le groupe opère sous la marque Completel, qui est le premier opérateur alternatif en termes de réseau FTTO (Fiber-To-The-Office).

En 2012, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires combiné de 1,3 milliard d'euros.

www.numericable.com

Contacts presse

Numericable Group - Jérôme Yomtov +33 1 77 46 82 02
Vae Solis Corporate - Marie-Gabrielle Sorin +33 6 29 94 53 01
Brunswick Group - Tom Williams +44 (0) 207 396 7428

Avertissement

Aucune communication, ni aucune information relative à cette opération ou à Numericable Group ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel il doit être satisfait à une quelconque obligation d'enregistrement ou d'approbation. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) dans un quelconque pays (autre que la France) dans lequel de telles démarches seraient requises.

Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003, telle que modifiée, notamment par la Directive 2010/73/UE dans la mesure où cette Directive a été transposée dans les Etats membres de l'Espace Economique Européen (ensemble, la « Directive Prospectus »).

Ne pas distribuer directement ou indirectement aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou au Japon

Le présent communiqué de presse ne constitue pas et ne saurait être considéré comme constituant une offre au public, une offre de souscription ou une sollicitation d'intérêt du public en vue d'une opération par offre au public d'actions ou d'autres titres financiers de Numericable Group. Ce communiqué de presse constitue une communication à caractère promotionnel et non un prospectus. La diffusion de ce communiqué de presse dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Le présent communiqué de presse ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie ou du Japon.

Ce document ne constitue pas une offre de vente des actions ou autres titres financiers de Numericable Group ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de titres financiers aux Etats-Unis d'Amérique ni dans aucun autre pays, y compris au Canada, en Australie et au Japon. Les actions de Numericable Group ne pourront être offertes souscrites ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique qu'à la suite d'un enregistrement en vertu du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « U.S. Securities Act »), ou dans le cadre d'une exemption à cette obligation d'enregistrement. Les actions de Numericable Group n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act et Numericable Group n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre mentionnée dans le présent document ou une partie de cette offre aux Etats-Unis d'Amérique ni d'effectuer une quelconque offre publique d'actions aux Etats-Unis d'Amérique.

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « États membres ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise ni ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un de ces Etats membres.

Ce document ne constitue pas une offre publique de valeurs mobilières au Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, ce document ne peut être distribué qu'aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni ou (ii) sont des « investment professionals » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) de la loi « Financial Services and Markets 2000 (Financial Promotion) Order 2005 » (l'« Ordre ») ou (iii) sont des « high net worth entities » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2)(a) à (d) de l'Ordre (« high net worth entities », « unincorporated associations », etc.) (ci-après dénommées ensemble les « Personnes Qualifiées »). Toute invitation, offre ou accord de souscription, d'achat ou autre accord d'acquisition des actions Numericable Group ne pourront être proposés ou conclus qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions Numericable Group visées dans le présent communiqué de presse ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le présent communiqué de presse ou l'une quelconque des informations qu'il contient. Le présent communiqué contient des indications sur les objectifs du Groupe ainsi que des déclarations prospectives. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide. Le Groupe n'est donc pas en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective. Ces informations sont données uniquement à la date du présent communiqué. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations ni des hypothèses sur lesquelles elles sont basées, à l'exception de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, J.P. Morgan, agissant en qualité d'agent stabilisateur (ou tout établissement agissant pour son compte) agissant au nom et pour le compte des Etablissements Garants, pourra, sans y être tenu, et avec la faculté d'y mettre fin à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter de la fixation du prix de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, du 7 novembre 2013 jusqu'au 7 décembre 2013 (inclus), intervenir aux fins de stabilisation du marché des actions Numericable Group, dans le respect de la législation et de la réglementation applicable et notamment du règlement (CE) n° 2273/2003 de la Commission du 22 décembre 2003. Les interventions réalisées au titre de ces activités visent à soutenir le prix de marché des actions Numericable Group et sont susceptibles d'affecter leur cours.

RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n° 13-572 en date du 25 octobre 2013 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d' « Eléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Eléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Eléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Elément donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie des valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Elément concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements

A.1	Avertissement au lecteur	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union Européenne ou parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du Règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de la Société	Sans objet.

Section B – Emetteur

B.1	Raison sociale et nom commercial	<ul style="list-style-type: none">- Raison sociale : Numericable Group (la « Société » et, avec ses filiales combinées prises dans leur ensemble, le « Groupe »).- Nom commercial : Numericable et Completel.
B.2	Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine	<ul style="list-style-type: none">- Siège social : Tour Ariane, 5 place de la Pyramide, 92088, La Défense Cedex, France.- Forme juridique : Société anonyme à conseil d'administration.- Droit applicable : droit français.- Pays d'origine : France.
B.3	Nature des opérations et	Le Groupe est l'unique câblo-opérateur majeur en France. Issu du rapprochement de plusieurs câblo-opérateurs du secteur grand public (« B2C ») et du secteur

	principales activités	<p>entreprises (« B2B »), il est présent grâce à une infrastructure de réseau de haute densité dans trois segments du marché des télécommunications en France : le segment B2C, le segment B2B et le segment dit de gros (« wholesale »).</p> <p>Sur le segment B2C, le Groupe, intervenant sous la marque Numericable, a une couverture de 35% des foyers français et touche presque 10 millions de foyers dans plus de 1 300 villes. Le Groupe offre une large gamme de produits et de services aux particuliers : télévision payante, accès à Internet haut et très haut débit et téléphonie fixe et mobile (opérée en tant que MVNO). Le Groupe propose également des services numériques collectifs aux gestionnaires d'immeubles d'habitation et aux syndicats de copropriété et des offres fibre optique à des opérateurs tiers qui les commercialisent sous leur propre marque (produits dits « marque blanche / <i>White Label</i> »). Le Groupe estime qu'il dispose en France du réseau de fibre optique destiné aux particuliers le plus avancé, avec près de 5,0 millions de foyers desservis par la fibre optique, proposant actuellement, outre une offre de TVHD et de TV-3D, un téléchargement sur Internet à une vitesse allant jusqu'à 200 Mbps. En 2012, le segment B2C a contribué au chiffre d'affaires combiné du Groupe à hauteur de 826,2 millions d'euros (soit 63,4 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe) et de 430,4 millions d'euros au premier semestre 2013 (soit 66,2 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe).</p> <p>Sur le segment B2B, le Groupe, intervenant sous la marque Completel, estime être le deuxième opérateur alternatif le plus important à l'opérateur historique Orange, après SFR, et le premier opérateur alternatif en termes de réseau FTTO. Le Groupe s'appuie sur des installations et une infrastructure de communications en fibre optique de haut débit et à la pointe de la technologie. Le Groupe offre des services de données, notamment d'IP VPN (réseau privé virtuel sur IP), de LAN to LAN (réseau local), d'Internet, de services de sécurité, d'hébergement et de cloud computing, ainsi que des services voix, dont les appels vocaux, VoIP et Centrex. Le Groupe dispose d'un réseau fibre optique-DSL parmi les plus vastes en France, avec plus de 80 réseaux de fibre optique dans les grandes agglomérations et 700 nœuds d'accès au réseau d'abonnés. Il fournit des services de télécommunications et des services liés à Internet aux utilisateurs finaux des secteurs professionnels et de l'administration publique dans des grandes agglomérations ciblées en France, principalement des clients reliés aux réseaux du Groupe (<i>on-net customers</i>). En 2012, le segment B2B a contribué au chiffre d'affaires combiné du Groupe à hauteur de 323,2 millions d'euros (soit 24,8 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe) et de 151,4 millions d'euros au premier semestre 2013 (soit 23,3 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe).</p> <p>Sur le segment wholesale, le Groupe est un acteur national de premier plan, proposant à une clientèle importante d'opérateurs locaux, nationaux et virtuels présents en France et d'opérateurs internationaux des services de gros en matière de connectivité des appels voix et des données, des services de gros s'appuyant sur l'infrastructure réseau en fibre optique et des offres triple-play DSL marque blanche. En 2012, ce segment a contribué au chiffre d'affaires combiné du Groupe à hauteur de 153,1 millions d'euros (soit 11,8 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe) et de 68,2 millions d'euros au premier semestre 2013 (soit 10,5 % du chiffre d'affaires combiné du Groupe).</p> <p>Au 30 juin 2013, le Groupe fournissait ses services à environ 1,240 million d'abonnés B2C directs, environ 1,783 million d'abonnés collectifs (<i>bulk</i></p>
--	-----------------------	--

		<i>subscribers</i>) ainsi qu'à environ 463 000 utilisateurs finaux marque blanche et à environ 600 clients grandes entreprises privées et du secteur public ainsi qu'à 12 000 clients Entreprises moyennes.					
		Le Groupe dispose d'un vaste réseau qui fournit à la fois des services de voix commutée et de données. Les activités B2C et B2B s'appuient chacune sur la capacité du backbone du Groupe. Couvrant environ 35 % des foyers en France métropolitaine, le réseau du Groupe est concentré dans les zones les plus densément peuplées mais ne couvre pas la totalité du territoire français.					
		Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le chiffre d'affaires combiné du Groupe s'est élevé à 1 302,4 millions d'euros et l'EBITDA combiné du Groupe était de 590,8 millions d'euros. Pour le premier semestre 2013, le chiffre d'affaires combiné du Groupe s'est élevé à 650,0 millions d'euros et l'EBITDA combiné du Groupe était de 295,7 millions d'euros.					
			Au et pour l'exercice clos le 31 décembre			Au et pour le semestre clos le 30 juin	
	Données d'exploitation		2010	2011	2012	2012	2013
	Données d'exploitation B2C		(Non audités)				
	Implantation ⁽¹⁾		(en milliers sauf pour les pourcentages, les RGU par utilisateur individuel et l'ARPU)				
	Foyers desservis ⁽²⁾	9 798	9 833	9 875	9 853	9 889	
	Triple play disponible	8 299	8 368	8 428	8 402	8 452	
	Fiches EuroDocsis 3.0 installées.....	4 171	4 285	4 788	4 569	4 977	
	Abonnés numériques individuels.....	1 275	1 238	1 228	1 218	1 239	
	Multi play ⁽³⁾	917	938	972	942	1 002	
	Télévision en offre isolée	313	267	223	242	205	
	Autre ⁽⁴⁾	44	34	34	34	32	
	Utilisateurs finaux marque blanche ⁽⁵⁾	103	206	297	246	320	
	Nombre total d'utilisateurs individuels numériques.....	1 378	1 444	1 525	1 464	1 559	
	Abonnés individuels à la télévision analogique	195	133	103	117	91	
	Total des utilisateurs individuels	1 573	1 577	1 628	1 581	1 650	
	RGU individuels TV ⁽⁶⁾	1 292	1 216	1 163	1 181	1 148	
	RGU individuels Internet ⁽⁶⁾	928	950	985	958	1 015	

		RGU individuels téléphonie fixe ⁽⁶⁾	850	897	946	911	981
		RGU individuels téléphonie mobile ⁽⁶⁾	7	47	113	60	151
		Total RGU individuels⁽⁶⁾	3 078	3 110	3 207	3 110	3 295
		Nombre de RGU individuel par utilisateur individuel⁽⁶⁾	2,09	2,27	2,41	2,33	2,48
		Abonnés collectifs (<i>bulk subscribers</i>) ⁽⁷⁾	1 848	1 837	1 829	1 839	1 783
		Taux de résiliation (<i>churn</i>)—abonnés individuels	17,2 %	19,4 %	18,6 %	17,9 %	17,8 %
		Télévision numérique en offre isolée	14,9 %	17,1 %	19,0 %	18,7 %	18,3 %
		Télévision analogique	18,4 %	25,2 %	18,3 %	16,9 %	17,8 %
		Triple play	16,9 %	18,1 %	17,2 %	17,7 %	15,5 %
		ARPU mensuel – nouveaux abonnés numériques individuels (nouveaux clients)⁽⁸⁾	34,4 €	41,5 €	41,7 €	43,4 €	42,2 €
		ARPU mensuel—abonnés numériques individuels (base d'abonnés)⁽⁸⁾	39,0 €	40,3 €	40,7 €	41,0 €	41,4 €
		EBITDA ⁽⁹⁾	397,4	398,4	395,4	200,0	205,6
		Taux de marge de l'EBITDA ⁽⁹⁾	47,5 %	47,7 %	47,5 %	48,2 %	47,5 %
		Données d'exploitation B2B					
		(en milliers sauf pour les pourcentages)					
		Prise de commande ⁽¹⁰⁾	5 949,0	5 290,0	5 659,7	692,3	3 161,1
		Taux de résiliation ⁽¹¹⁾	25,6 %	19,0 %	25,3 %	25,9 %	31,8 %
		EBITDA ⁽⁹⁾	57,7	74,0	99,6	45,8	45,3
		Taux de marge de l'EBITDA ⁽⁹⁾	22,8 %	22,3 %	30,7 %	29,2 %	29,6 %
		Données d'exploitation du segment wholesale					
		(en milliers)					
		Utilisateurs finaux DSL marque blanche (Bouygues ex Darty)	208	204	168	191	143
		EBITDA ⁽⁹⁾	58,7	90,9	95,7	43,5	44,8

		<p>Taux de marge de l'EBITDA⁽⁹⁾ 36,7 % 45,2 % 45,2 % 40,8 % 46,3 %</p> <hr/> <p>(1) Les données d'exploitation relatives à l'implantation du Groupe et à sa pénétration sont présentées à la clôture de la période concernée.</p> <p>(2) Un foyer est considéré comme « desservi » s'il peut être connecté au système de diffusion sans extension supplémentaire du réseau.</p> <p>(3) Multiplay inclut les services dual play (Internet et téléphonie fixe, téléphonie fixe et télévision, télévision et Internet).</p> <p>(4) Comprend les abonnés aux offres Internet, de téléphonie fixe et de téléphonie mobile isolées.</p> <p>(5) Utilisateurs finaux fibre optique en marque blanche (<i>i.e.</i>, ne comprenant pas les utilisateurs finaux DSL en marque blanche), conformément à la politique établie de communication financière d'Ypso France ainsi qu'à la segmentation comptable du Groupe (activités marque blanche en fibre optique compris dans le segment B2C et activités marque blanche en DSL compris dans le segment Wholesale).</p> <p>(6) <i>Revenue Generating Units</i>. Chaque abonné individuel à une offre de télévision par câble, d'Internet haut débit, de téléphonie fixe ou de téléphonie mobile sur le réseau du Groupe. Ainsi, un abonné direct souscrivant à toutes les offres B2C du Groupe compterait pour quatre RGU. Abonnés directs marque de Numericable uniquement (<i>i.e.</i>, ne comprenant pas les abonnés marque blanche ou les abonnés collectifs).</p> <p>(7) Les abonnés collectifs sont des abonnés à un contrat collectif conclu entre un câble opérateur et un gestionnaire d'immeuble ou un syndicat de copropriété.</p> <p>(8) Les données d'exploitation relatives à l'ARPU sont présentées en euros par mois (hors TVA) pour les périodes indiquées et ne reflètent pas l'ARPU provenant des utilisateurs finaux marque blanche ou des abonnés collectifs.</p> <p>(9) L'EBITDA des segments est présenté avant les éliminations intra Groupe conformément à la Note 5 aux comptes combinés annuels. Cette présentation avant éliminations intra Groupe est la base de la discussion des résultats par segment dans le Chapitre 9 de ce document de base. Voir la Section Error! Reference source not found. « Introduction » du présent document de base pour une explication de cette approche.</p> <p>(10) Les nouvelles commandes du segment B2B sont un indicateur d'augmentation du chiffre d'affaires généré par les nouveaux contrats B2B, une unité de mesure qui indique la valeur mensuelle récurrente des nouvelles commandes pour une période donnée. Cet indicateur comprend le chiffre d'affaires supplémentaire généré par les nouveaux contrats signés pendant une période donnée. Il est comparable au produit de l'ARPU des nouveaux clients multiplié par le volume de nouveaux clients sur le segment B2C.</p> <p>(11) Le taux de résiliation du segment B2B est un indicateur fondé sur la valeur relative de ses contrats B2B sur une période d'un mois par rapport à la valeur des mêmes contrats B2B sur le mois précédent, reflétant à la fois la perte de clients et les réajustements de prix.</p>																										
B.4a	Principales tendances récentes ayant des répercussions sur la Société et ses secteurs d'activité	<p>Eléments de résultats pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 (données combinées)</p> <table> <tr> <th rowspan="2">Données du compte de résultat (en millions d'euros)</th><th colspan="2">Période de neuf mois close le 30 septembre</th></tr> <tr> <th>2012</th><th>2013</th></tr> <tr> <td colspan="3">(Non auditées)</td></tr> <tr> <td>Chiffre d'affaires</td><td>959,1</td><td>968,9</td></tr> <tr> <td>Chiffre d'affaires généré par le segment B2C⁽¹⁾....</td><td>616,4</td><td>645,4</td></tr> <tr> <td>Chiffre d'affaires généré par le segment B2B⁽¹⁾....</td><td>236,0</td><td>225,5</td></tr> <tr> <td>Chiffre d'affaires généré par le segment wholesale⁽¹⁾</td><td>106,7</td><td>98,0</td></tr> <tr> <td>Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations (EBITDA).....</td><td>441,3</td><td>436,3</td></tr> <tr> <td>Taux de marge de l'EBITDA.....</td><td>46,0%</td><td>45,0%</td></tr> </table>	Données du compte de résultat (en millions d'euros)	Période de neuf mois close le 30 septembre		2012	2013	(Non auditées)			Chiffre d'affaires	959,1	968,9	Chiffre d'affaires généré par le segment B2C ⁽¹⁾	616,4	645,4	Chiffre d'affaires généré par le segment B2B ⁽¹⁾	236,0	225,5	Chiffre d'affaires généré par le segment wholesale ⁽¹⁾	106,7	98,0	Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations (EBITDA).....	441,3	436,3	Taux de marge de l'EBITDA.....	46,0%	45,0%
Données du compte de résultat (en millions d'euros)	Période de neuf mois close le 30 septembre																											
	2012	2013																										
(Non auditées)																												
Chiffre d'affaires	959,1	968,9																										
Chiffre d'affaires généré par le segment B2C ⁽¹⁾	616,4	645,4																										
Chiffre d'affaires généré par le segment B2B ⁽¹⁾	236,0	225,5																										
Chiffre d'affaires généré par le segment wholesale ⁽¹⁾	106,7	98,0																										
Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations (EBITDA).....	441,3	436,3																										
Taux de marge de l'EBITDA.....	46,0%	45,0%																										

		Amortissements et dépréciations.....	(212,2)	(219,0)
		Résultat d'exploitation	229,1	217,3
		Résultat financier.....	(152,3)	(148,8)
		Impôt sur les sociétés.....	(1,6)	(8,3)
		Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,1)	(0,1)
		Résultat net des activités poursuivies.....	75,1	60,0
		Résultat net attribuable aux propriétaires de l'entité	75,1	60,0
		⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des segments est présenté ici après les éliminations inter-segment.		
		Autres données financières	Période de neuf mois close le 30 septembre	
		<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2013
			<i>(Non auditées)</i>	
		EBITDA ⁽¹⁾	441,3	436,3
		EBITDA ajusté ⁽²⁾	457,9	453,6
		Taux de marge de l' EBITDA ajusté ⁽²⁾	47,7%	46,8%
		Dépenses d'investissement	197,1	205,9
		⁽¹⁾ L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations. Bien que l'EBITDA ne doive pas être considéré comme une unité de mesure alternative au résultat d'exploitation et aux flux de trésorerie net générés par les activités opérationnelles, le Groupe estime qu'il fournit des informations utiles concernant la capacité du Groupe à respecter ses obligations futures au titre du service de la dette.		
		⁽²⁾ L'EBITDA ajusté est égal à l'EBITDA, ajusté en fonction de certains éléments, tel que présenté dans le tableau ci-dessous :		
			Période de neuf mois close le 30 septembre	
		<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2013
			<i>(Non auditées)</i>	
		EBITDA	441,3	436,3
		Frais de conseil liés au refinancement ou modification de la dette ^(a)	4,2	1,5
		Coûts de restructurations liés à des acquisitions ^(b)	0,7	1,1
		Provisions / coûts liés à des contrôles fiscaux et de sécurité sociale.....	0,2	0,2
		CVAE ^(c)	8,9	9,2
		Dépréciation accélérée des équipements ^(d)		4,2
		Pénalités.....	2,6	1,1
		EBITDA ajusté.....	457,9	453,6
		^(a) Honoraires payés dans le cadre des opérations de refinancement ou de modification de l'endettement du Groupe (comptabilisés en autres charges opérationnelles).		
		^(b) Coûts de restructuration encourus dans le cadre de l'acquisition par le Groupe d'Altitude Télécom (comptabilisés en achats externes et charges de personnel).		
		^(c) Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, une taxe française sur la valeur ajoutée des entreprises assise sur la valeur ajoutée générée par une société, qui, à partir du 1er janvier 2010, a partiellement remplacé l'ancienne taxe		

		(d) professionnelle (comptabilisée en impôts et taxes). Charges hors trésorerie résultant de la dépréciation accélérée des décodeurs et des routeurs haut débit qui ont été rendus endommagés ou qui n'ont pas été rendus par les abonnés ayant résilié leur abonnement.	Période de neuf mois close le 30 septembre	
			2012	2013
		(en millions d'euros)	(Non auditées)	
		Chiffre d'affaires B2C (avant éliminations inter-segment)	621,5	648,5
		Chiffre d'affaires numérique	486,4	507,4
		Chiffre d'affaires analogique	28,5	22,1
		Chiffre d'affaires collectif.....	53,0	51,4
		Chiffre d'affaires fibre optique marque blanche.....	53,6	67,6
		Chiffre d'affaires B2B (avant éliminations inter-segment)	238,0	227,8
		Chiffre d'affaires voix.....	99,6	84,0
		Chiffre d'affaires données.....	138,4	143,8
		Chiffre d'affaires Wholesale (avant éliminations inter-segment)	153,5	140,7
			Trimestre clos le 30 septembre	
			2012	2013
		(en millions d'euros)	(Non auditées)	
		Chiffre d'affaires combiné	316,3	318,9
		Chiffre d'affaires généré par le segment B2C ⁽¹⁾	204,0	215,0
		Chiffre d'affaires généré par le segment B2B ⁽¹⁾	79,6	74,1
		Chiffre d'affaires généré par le segment wholesale ⁽¹⁾	32,6	29,8
		Données d'exploitation		
		Données d'exploitation B2C	(Non auditées)	
			(en milliers sauf pour les pourcentages, les RGUs et l'ARPU)	
		Implantation⁽²⁾		
		Foyers desservis ⁽³⁾	9 860	9 932
		Triple play disponible.....	8 409	: 8 493
		Fiches EuroDocsis 3.0 installées.....	4 694	5 093
		Abonnés numériques individuels	1 214	1 253

		Multi play ⁽⁴⁾	946	1 019
		Télévision en offre isolée	235	201
		Autre ⁽⁵⁾	32	32
		Utilisateurs finaux marque blanche ⁽⁶⁾	264	334
		Nombre total d'utilisateurs individuels numériques	1 476	1 587
		Abonnés individuels à la télévision analogique	109	88
		Total des utilisateurs individuels	1 587	1 674
		RGUs individuels TV ⁽⁷⁾	1 170	1 144
		RGU individuels Internet ⁽⁷⁾	962	1 032
		RGU individuels téléphone fixe ⁽⁷⁾	919	1 000
		RGU individuels téléphonie mobile ⁽⁷⁾	90	167
		Total des RGU individuels⁽⁷⁾	3 141	3 343
		Nombre de RGU individuel par utilisateur individuel ⁽⁷⁾	2.39	2.49
		Abonnés collectifs (<i>bulk subscribers</i>) ⁽⁸⁾	1 840	1 797
		Taux de résiliation (<i>churn</i>) – abonnés individuels	20,4%	19,3%
		Télévision numérique en offre isolée.....	16,0%	16,7%
		Télévision analogique.....	17,3%	15,9%
		Triple play.....	19,5%	17,7%
		ARPU mensuel – nouveaux abonnés numériques individuels (nouveaux clients)⁽⁹⁾	40,5 €	39,1 €
		ARPU mensuel—abonnés numériques individuels (base d'abonnés)⁽⁹⁾	40,7 €	41,9 €
		Données d'exploitation B2B		
		Prise de commande (en milliers d'euros) ⁽¹⁰⁾	1 193	1 487
		Taux de résiliation ⁽¹¹⁾	26,8%	31,7%
		Données d'exploitation du segment wholesale		

		<p>Utilisateurs finaux DSL marque blanche (Bouygues ex Darty)(en milliers) 182 132</p> <p>(1) Le chiffre d'affaires des segments est présenté ici après les éliminations inter segment.</p> <p>(2) Les données d'exploitation relatives à l'implantation du Groupe et à sa pénétration sont présentées à la clôture de la période concernée.</p> <p>(3) Un foyer est considéré comme « desservi » s'il peut être connecté au système de diffusion sans extension supplémentaire du réseau.</p> <p>(4) Multiplay inclut les services dual play (Internet et téléphonie fixe, téléphonie fixe et télévision, télévision et Internet).</p> <p>(5) Comprend les abonnés aux offres Internet, de téléphonie fixe et de téléphonie mobile isolées.</p> <p>(6) Utilisateurs finaux fibre optique en marque blanche (<i>i.e.</i>, ne comprenant pas les utilisateurs finaux DSL en marque blanche), conformément à la politique établie de communication financière d'Ypso France ainsi qu'à la segmentation comptable du Groupe (activités marque blanche en fibre optique compris dans le segment B2C et activités marque blanche en DSL compris dans le segment Wholesale).</p> <p>(7) <i>Revenue Generating Units</i>. Chaque abonné individuel à une offre de télévision par câble, d'Internet haut débit, de téléphonie fixe ou de téléphone mobile sur le réseau du Groupe. Ainsi, un abonné direct souscrivant à toutes les offres B2C du Groupe compterait pour quatre RGU. Abonnés direct marque de Numéricable uniquement (<i>i.e.</i>, ne comprenant pas les abonnés marque blanche ou les abonnés collectifs).</p> <p>(8) Les abonnés collectifs sont des abonnés à un contrat collectif conclu entre un câblo opérateur et un gestionnaire d'immeuble ou un syndic de copropriété.</p> <p>(9) Les données d'exploitation relatives à l'ARPU sont présentées en euros par mois (hors TVA) pour les périodes indiquées et ne reflètent pas l'ARPU provenant des utilisateurs finaux marque blanche ou des abonnés collectifs.</p> <p>(10) Les nouvelles commandes du segment B2B sont un indicateur d'augmentation du chiffre d'affaires généré par les nouveaux contrats B2B, une unité de mesure qui indique la valeur mensuelle récurrente des nouvelles commandes pour une période donnée. Cet indicateur comprend le chiffre d'affaires supplémentaire généré par les nouveaux contrats signés pendant une période donnée. Il est comparable au produit de l'ARPU des nouveaux clients multiplié par le volume de nouveaux clients sur le segment B2C.</p> <p>(11) Le taux de résiliation du segment B2B est un indicateur fondé sur la valeur relative de ses contrats B2B sur une période d'un mois par rapport à la valeur des mêmes contrats B2B sur le mois précédent, reflétant à la fois la perte de clients et les réajustements de prix.</p> <p><u>Perspectives d'avenir du Groupe à moyen terme</u></p> <p>Le Groupe prévoit d'avoir rénové au 31 décembre 2013 un total de 5 100 000 à 5 200 000 prises compatibles technologie EuroDocsis 3.0 / 200Mbps et plus, et a pour objectif de rénover ensuite l'intégralité de ses boucles locales triple-play non encore rénovées en fibre optique pour les rendre compatibles avec la technologie EuroDocsis 3.0 / 200Mbps et plus à fin 2016. Par ailleurs, le Groupe continuera à investir dans le projet DSP 92, dont la Phase II a démarré mi-2013 et devrait continuer jusqu'en 2016. Le Groupe estime que le montant total de ces dépenses d'investissement de rénovation (comprenant celles relatives au passage en EuroDocsis 3.0 et au projet DSP 92) devrait être compris entre 220 et 230 millions d'euros pour la période 2014 à 2016 et que le montant moyen annuel de ses dépenses d'investissement hors rénovation sur la même période devrait être d'environ 300 millions d'euros.</p> <p>Le Groupe a pour objectif une croissance de sa base d'utilisateurs individuels B2C, y compris les utilisateurs finaux marque blanche fibre (qui devrait passer de 1 650 000 utilisateurs au 30 juin 2013 à 1 700 000 au 31 décembre 2013), de 200 000 à 250 000 entre fin 2013 et 2016.</p> <p>Par conséquent, le Groupe a pour objectif une croissance de son chiffre d'affaires à un taux annuel compris entre 2 % et 5 % entre 2013 et 2016, avec une accélération progressive de la croissance vers la partie haute de cette fourchette en phase avec la progression de la rénovation de son réseau telle que décrite précédemment.</p> <p>Le Groupe a par ailleurs pour objectif un taux de croissance annuel de son</p>
--	--	--

		<p>EBITDA ajusté supérieur au taux de croissance de son chiffre d'affaires et vise un objectif de taux de marge d'EBITDA ajusté de 50 % en 2016, lié principalement à l'amélioration de son mix produit.</p> <p>Le Groupe a pour objectif de présenter un ratio de levier net (<i>leverage ratio</i>) compris entre 3,5 et 4,0 pendant la période 2014-2016.</p>								
B.5	Groupe auquel la Société appartient	<p>La Société a été constituée le 2 août 2013. A la date du visa sur le Prospectus, elle est détenue par trois principaux actionnaires : Cinven, Carlyle, et Altice Six S.A. (« Altice »). Dans le cadre du projet d'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris (« Euronext Paris »), et en application du traité d'apports en date du 16 septembre 2013, Cinven, Carlyle, Altice et la société Fiberman S.C.A. feront apport à la Société de l'intégralité des parts et autres valeurs mobilières de la société Ypso Holding S.à.r.l., société mère du groupe Numericable, qu'ils détiennent, et de l'intégralité des parts et autres valeurs mobilières de la société Altice B2B Lux Holding S.à.r.l., société mère du groupe Completel, qu'ils détiennent (la « Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse »). Une fois ces apports réalisés, la Société sera la société mère d'un groupe de sociétés comprenant 20 entités combinées (11 en France et 9 à l'étranger).</p> <p>Il est envisagé que les apports, dont la valeur nette comptable totale s'élèvera à 1 995 489 490,22 euros, soient rémunérés par l'émission de 113 772 229 actions nouvelles de la Société, se traduisant par une augmentation de capital de la Société de 113 772 229 euros, et par une prime d'apport de 1 881 717 261,22 euros.</p> <p>Lesdits apports ne seront approuvés par les actionnaires de la Société qu'en cas de fixation effective du prix de l'introduction en bourse de la Société, lors d'une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à la date de fixation du prix, soit le 7 novembre 2013, selon le calendrier indicatif.</p> <p>A la suite de ces opérations d'apport et au plus tard à l'issue de la première journée de négociation des actions de la Société sur Euronext Paris, il sera procédé à la fusion-absorption d'Altice B2B Lux Holding S.à.r.l. par Ypso Holding S.à.r.l. Puis, postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris, le Groupe a l'intention de mettre en place un nouveau financement au niveau d'Ypso France SAS visant à refinancer la dette du sous-groupe Completel. Dans la mesure du possible et sous réserve des conditions de marché, le Groupe entend procéder à ce refinancement d'ici la fin de l'année 2013. Dans cette hypothèse, la société Ypso Holding S.à.r.l. absorbera la société Altice B2B Lux S.à.r.l. par voie de fusion-absorption, ce qui sera suivi par l'apport des titres d'Altice B2B France SAS à Ypso France SAS.</p>								
B.6	Principaux actionnaires	<p>A la date du visa sur le Prospectus, le capital de la Société s'élève à 37 000 euros et est divisé en 37 000 actions d'un (1) euro de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées et de même catégorie. La répartition de l'actionnariat de la Société à cette date est la suivante :</p> <table><tr><th>Actionnaires</th><th>% du capital et des droits de vote</th></tr><tr><td>Carlyle Cable Investment SC</td><td>37,58 %</td></tr><tr><td>CCI (F3) S.à.r.l.</td><td>37,58 %</td></tr><tr><td>Altice Six S.A.</td><td>24,03 %</td></tr></table>	Actionnaires	% du capital et des droits de vote	Carlyle Cable Investment SC	37,58 %	CCI (F3) S.à.r.l.	37,58 %	Altice Six S.A.	24,03 %
Actionnaires	% du capital et des droits de vote									
Carlyle Cable Investment SC	37,58 %									
CCI (F3) S.à.r.l.	37,58 %									
Altice Six S.A.	24,03 %									

Administrateurs	0,81 %
Total	100 %

A la date d'effet de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, soit le 7 novembre 2013, selon le calendrier indicatif, suite à la réalisation des apports décrits ci-dessus, la répartition de l'actionnariat de la Société ressortira comme suit :

Actionnaires	% du capital et des droits de vote
Carlyle Cable Investment SC	37,47 %
CCI (F3) S.à.r.l.	37,47 %
Altice Six S.A.	24,06 %
Fiberman S.C.A.	0,99 %
Administrateurs	0,01 %
Total	100 %

Par ailleurs, au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, les Actionnaires Cédants céderont à Altice (la « **Cession à Altice** »), dans le cadre d'une opération de gré à gré, au Prix de l'Offre, un nombre d'Actions Existantes qui permettra à Altice de détenir seul à la date de règlement-livraison de l'Offre une participation correspondant à 30% du capital de la Société plus une action (compte tenu des actions ayant fait l'objet de la Cession Pechel / Five Arrows et faisant l'objet des Options d'Achat Altice (tel que ces termes sont définis ci-après)), ce pourcentage étant calculé après prise en compte de l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés.

En outre, certains fonds d'investissements (les Fonds FCPR Pechel Industries II, FCPR Pechel Industries II bis, FCPR Pechel Industries III, et FCPR Pechel Cablo-Invest (ensemble les « **Fonds Pechel** »)) et Five Arrows Investment S.C.A. SICAR, Arrows Investments S.à.r.l. SICAR et Five Arrows Capital GP Limited (ensemble, les « **Fonds Five Arrows** ») céderont à Altice, au plus tard à la date de Règlement-Livraison de l'Offre, et dans le cadre d'une opération de gré à gré, la totalité de leurs actions dans Altice Six S.A., à un prix déterminé par transparence avec le Prix de l'Offre (la « **Cession Pechel / Five Arrows** »). Le prix de cession correspondant sera payé par Altice aux Fonds Pechel et aux Fonds Five Arrows pour partie en numéraire et pour partie en Actions Existantes détenues par Altice, au jour de la réalisation de la Cession Pechel / Five Arrows. Le pourcentage d'actions ainsi cédées et payées en numéraire sera définitivement arrêté à la date de fixation du Prix de l'Offre.

Les Fonds Pechel et les Fonds Five Arrows se sont chacun engagés à consentir à Altice une option unilatérale d'achat portant sur la totalité des actions de la Société qu'ils auront acquises dans le cadre de la Cession Pechel / Five Arrows (les « **Options d'Achat Altice** »). Ces actions seront assimilées aux actions possédées par Altice conformément à l'article L.233-9 du Code de commerce.

A l'issue de la Cession à Altice, de la Cession Pechel / Five Arrows, de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés (sur la base d'une fixation du Prix de l'Offre à la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre et en cas d'émission de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés), l'actionnariat de la Société ressortirait comme suit :

		Détenition		Détenition	
		(Hors exercice éventuel de l'Option de Surallocation)		(Après exercice intégral de l'Option de Surallocation)	
	Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
	Altice et actions assimilées(*)	37 874 296	30,0 %	37 874 296	30,0 %
	Carlyle Cable Investment SC	32 508 450	25,7 %	30 902 110	24,5 %
	CCI (F3) S.à.r.l.	22 399 966	17,7 %	19 187 287	15,2 %
	Total Concert Altice-Carlyle-Cinven(*)	92 782 712	73,5 %	87 963 693	69,7 %
	Fiberman S.C.A.	1 137 154	0,9 %	1 137 154	0,9 %
	Administrateurs	301	0,0 %	301	0,0 %
	Public	32 249 944	25,5 %	37 068 963	29,4 %
	Cordial Consulting Ltd.(**)	77 540	0,1 %	77 540	0,1 %
	Total	126 247 651	100,0 %	126 247 651	100,0 %
	(*) Après prise en compte des actions faisant l'objet des Options d'Achat Altice, conformément aux dispositions de l'article L. 233-9 du Code de commerce.				
	(**) Actions à acquérir sur exercice de la promesse d'actions consenties par Altice, Carlyle et Cinven à Cordial Consulting Ltd, entité détenue par Pierre Danon, ancien Président-Directeur général du Groupe (voir ci-après).				
Altice envisage d'affirmer sa prédominance à terme et pourrait venir à détenir la majorité du capital et des droits de vote de la Société, notamment du fait de l'exercice par Altice de son droit de préemption et de son droit de préférence.					
B.7	Informations financières historiques clés sélectionnées	Principaux chiffres clés (données combinées)			
		Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin	
	Données du compte de résultat				
	(en millions d'euros)	2010	2011	2012	2012 2013
		(Non auditées)			
	Chiffre d'affaires	1 208,7	1 306,9	1 302,4	642,8 650,0
	Chiffre d'affaires généré par le segment B2C ⁽¹⁾	832,6	830,3	826,2	412,4 430,4
	Chiffre d'affaires généré par le segment B2B ⁽¹⁾	252,6	328,2	323,2	156,4 151,4
	Chiffre d'affaires généré par le segment wholesale ⁽¹⁾	123,6	148,3	153,1	74,1 68,2
	Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations (EBITDA)	513,9	563,2	590,8	289,3 295,7
	Taux de marge de l'EBITDA	42,5 %	43,1 %	45,4 %	45,0 % 45,5 %
	Résultat d'exploitation	208,4	268,7	299,0	152,7 149,8

	Résultat net des activités poursuivies.....	26,6	69,0	84,9	44,5	47,2
	Résultat net attribuable aux propriétaires de l'entité	58,0	194,9	84,9	44,5	47,2
	Données du bilan	Aux 31 décembre			Au 30 juin	
	<i>(en millions d'euros)</i>	2010	2011	2012	2013	
		<i>(Non audités)</i>				
	Total de l'actif non courant	3 187,5	3 164,6	3 185,0	3 205,7	
	Total de l'actif courant	422,4	442,6	475,0	497,9	
	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de l'entité	(567,0)	(372,2)	(287,4)	(240,2)	
	Passifs non courants	3 333,0	3 076,8	3 101,6	3 033,7	
	Passifs courants	903,4	902,7	845,8	910,0	
	Total passif et capitaux propres	3 880,4	3 607,2	3 660,0	3 703,6	
	Autres données financières	Pour l'exercice clos le 31 décembre			Pour le semestre clos le 30 juin	
	<i>(en millions d'euros)</i>	2010	2011	2012	2012	2013
		<i>(Non audités)</i>				
	EBITDA	513,9	563,2	590,8	289,3	295,7
	EBITDA ajusté⁽²⁾	539,0	572,2	619,4	302,0	304,6
	Taux de marge de l'EBITDA ajusté⁽²⁾	44,6 %	43,8 %	47,6 %	47,0 %	46,9 %
	Dépenses d'investissement.....	239,1	242,7	285,7	132,9	138,8
	⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des segments est présenté ici après les éliminations inter-segment.					
	⁽²⁾ Non audité. L'EBITDA ajusté est égal à l'EBITDA, ajusté en fonction de certains éléments, tel que présenté dans le tableau ci-dessous :					
		Pour l'exercice clos le 31 décembre			Pour le semestre clos le 30 juin	
	<i>(en millions d'euros)</i>	2010	2011	2012	2012	2013
		<i>(Non audités)</i>				
	EBITDA.....	513,9	563,2	590,8	289,3	295,7
	Frais de conseil liés au refinancement de la dette ^(a) ..	1,1	3,5	7,4	3,6	
	Coûts de restructurations liées à des acquisitions ^(b) ..		14,2	2,5	0,7	1,1
	Provisions / coûts liés à des contrôles fiscaux et de sécurité sociale	0,9	0,8	0,6		
	Produit exceptionnel provenant de SFR ^(c)		(19,0)			
	Produit exceptionnel provenant de France Télécom Orange ^(d)		(10,0)	0,1		

		<div>CVAE^(e) 12,0 10,5 11,9 5,8 6,1</div> <div>Dépréciation accélérée des équipements^(f) 6,6 7,0 5,2 0,9</div> <div>Activités poursuivies de Coditel^(g) 4,6</div> <div>Pénalités^(h) 1,9 1,0 2,6 0,8</div> <div>EBITDA ajusté 539,0 572,2 619,4 302,0 304,6</div> <div><div>(a) Honoraires payés dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe (comptabilisés en autres charges opérationnelles).</div><div>(b) Coûts de restructuration encourus dans le cadre de l'acquisition par le Groupe d'Altitude Télécom (comptabilisés en achats externes et charges de personnel).</div><div>(c) Montant perçu de SFR et relatif à la résiliation anticipée d'un contrat de location IRU de longue durée dont il avait hérité dans le cadre d'une acquisition et qui ne lui était plus nécessaire (comptabilisé en chiffre d'affaires du segment Wholesale).</div><div>(d) Montant perçu de France Télécom-Orange, correspondant à un paiement de dommages-intérêts à la suite d'un jugement du tribunal de commerce de Paris rendu contre France Télécom-Orange et lié à des pratiques restrictives de concurrence sur le marché ADSL en 2001 et en 2002 (comptabilisé en autres produits opérationnels).</div><div>(e) A compter du 1er janvier 2010, la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), une taxe française sur la valeur ajoutée des entreprises assise sur la valeur ajoutée générée par une société, a partiellement remplacé l'ancienne taxe professionnelle (comptabilisée en impôts et taxes).</div><div>(f) Charges hors trésorerie résultant de la dépréciation accélérée des décodeurs et des routeurs haut débit qui ont été rendus endommagés ou qui n'ont pas été rendus par les abonnés ayant résilié leur abonnement.</div><div>(g) EBITDA provenant des services rendus à Coditel Belgique après sa cession et sa classification en tant qu'activités en cours de cession.</div></div> <div>Le tableau ci-après présente l'échéancier des Senior Facility Agreements (au 30 juin 2013), ajusté des avenants aux Senior Facility Agreements conclus les 31 juillet 2013 et 2 août 2013 :</div> <table><tr><th>(en millions d'euros)</th><th>2013</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2016</th><th>2017</th><th>2018</th><th>2019</th><th>Total</th></tr><tr><td>Passifs financiers au titre des Contrats de Crédit Senior</td><td>41,7</td><td>26,3</td><td>63,1</td><td>102,2</td><td>1 246,7</td><td>698,4</td><td>584,4</td><td>2 762,8</td></tr></table>	(en millions d'euros)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total	Passifs financiers au titre des Contrats de Crédit Senior	41,7	26,3	63,1	102,2	1 246,7	698,4	584,4	2 762,8
(en millions d'euros)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total												
Passifs financiers au titre des Contrats de Crédit Senior	41,7	26,3	63,1	102,2	1 246,7	698,4	584,4	2 762,8												
B.8	Informations financières pro forma clés sélectionnées	Sans objet.																		
B.9	Prévisions ou estimations de bénéfice	<div><div>Prévisions du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013</div><div>Sur la base des hypothèses décrites ci-dessous, le Groupe considère pouvoir réaliser au titre de l'exercice 2013 (i) un chiffre d'affaires en croissance par rapport aux chiffre d'affaires réalisé en 2012 (1 302,4 millions d'euros), comparable avec la croissance observée du chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012 (qui était en hausse de 1,1 %), et (ii) un EBITDA ajusté de 610 à 620 millions d'euros.</div><div>Le Groupe anticipe des dépenses d'investissement d'un montant total d'environ 320 à 330 millions d'euros en 2013. Ce montant intègre des dépenses d'investissement de rénovation pour un montant total d'environ 40 à 50 millions d'euros.</div><div>Enfin, le Groupe prévoit d'atteindre un ratio de levier net (<i>leverage ratio</i>) d'environ 4,0 au 31 décembre 2013 (en tenant compte notamment d'une augmentation de capital d'un montant d'environ 250 millions d'euros dans le cadre de l'introduction en bourse). Au 30 septembre 2013, le Groupe avait un ratio de levier net de 4,48x. Ajusté pour une levée de fonds de 250 millions d'euros, le ratio de levier net s'élèverait à 4,07x.</div><div>Les prévisions présentées dans le Prospectus ont été établies sur la base d</div></div>																		

		<p>principe de continuité d'exploitation.</p> <p>Hypothèses</p> <p>Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :</p> <p>(i) un périmètre de consolidation qui, par rapport à la situation au 30 juin 2013, n'a pas connu de changement significatif ;</p> <p>(ii) l'absence de dividende payé au titre de l'exercice 2013 ;</p> <p>(iii) le maintien des conditions réglementaires et fiscales en vigueur au 30 juin 2013, et notamment une stabilité des coûts de terminaisons d'appels (ces conditions sont maintenues au 30 septembre 2013) ;</p> <p>(iv) un total d'environ 1 700 000 utilisateurs individuels B2C au 31 décembre 2013, dont environ 1 350 000 à 1 400 000 abonnés à des offres multi-play, y compris, dans les deux cas, les utilisateurs finaux marque blanche fibre (au 30 septembre 2013, le Groupe avait un total d'environ 1 674 000 utilisateurs individuels B2C, dont environ 1 353 000 abonnés à des offres multi-play, y compris, dans les deux cas, les utilisateurs finaux marque blanche fibre) ;</p> <p>(v) un total d'environ 300 000 unités de LaBox distribuées aux abonnés du Groupe au 31 décembre 2013 (le Groupe a distribué un total d'environ 257 050 unités de LaBox à ses abonnés au 30 septembre 2013) ; et</p> <p>(vi) un nombre total de foyers connectés par FTTB/EuroDcsis 3.0 de 5 100 000/5 200 000 au 31 décembre 2013 (le Groupe comptait 5 093 000 foyers connectés en technologie EuroDcsis 3.0 / 200Mbps au 30 septembre 2013).</p>
B.10	Réserves sur les informations financières historiques	Sans objet.
B.11	Fonds de roulement net	La Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net combiné du Groupe, avant augmentations de capital en numéraire objet de la présente note d'opération, est suffisant au regard de ses obligations actuelles au cours des 12 prochains mois à compter de la date du visa sur le Prospectus.
Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions offertes et/ou émises et admises aux négociations	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Euronext Paris (compartiment A) est demandée seront les suivants :</p> <p>(i) l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social à l'issue de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, soit 113 809 229 actions, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie (les « Actions Existantes »), dont des Actions Existantes (les « Actions Cédées Initiales ») cédées par Carlyle Cable Investment SC (« Carlyle ») et CCI (F3) S.à.r.l. (« Cinven ») (les « Actionnaires Cédants ») pour un montant d'environ 402,2 millions d'euros (correspondant, à titre indicatif, à 19 811 522 Actions Cédées Initiales au maximum, sur la base d'un Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 20,30 euros), susceptible d'être porté à un montant maximum d'environ 500 millions d'euros en cas d'exercice intégral de l'Option de</p>

		<p>Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après), par la cession par les Actionnaires Cédants d'Actions Existantes supplémentaires (les « Actions Cédées Supplémentaires ») (correspondant, à titre indicatif, à 4 819 019 Actions Cédées Supplémentaires, sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (les Actions Cédées Initiales et les Actions Cédées Supplémentaires sont désignées ensemble les « Actions Cédées ») ;</p> <p>(ii) les actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public d'un montant d'environ 250 millions d'euros, prime d'émission incluse (correspondant, à titre indicatif, à 12 315 270 actions nouvelles au maximum, sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette du Prix de l'Offre) (les « Actions Nouvelles ») ; et</p> <p>(iii) les actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés et ayants droit assimilés de certaines sociétés françaises du Groupe adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe, mise en œuvre en application des dispositions des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail (les « Actions Nouvelles Réservées aux Salariés ») d'un montant d'environ 2 millions d'euros (correspondant, à titre indicatif, à 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés au maximum, sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre. Le Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés sera égal au Prix de l'Offre diminué d'une décote de 20% et arrondi au centime d'euro supérieur (l' « Offre Réservée aux Salariés »).</p> <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées sont définies ensemble comme les « Actions Offertes ».</p> <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sont toutes de même valeur nominale et de même catégorie que les Actions Existantes.</p> <p>Date de jouissance</p> <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance à compter de la date de commencement du premier exercice social.</p> <p>Libellé pour les actions : Numericable</p> <p>Code ISIN : FR0011594233</p> <p>Mnémonique : NUM</p> <p>Compartiment : Compartiment A</p> <p>Secteur d'activité : Audiovisuel et divertissements</p> <p>Classification ICB : 5553</p>
C.2	Devise	Euro.
C.3	Nombre d'actions	A la date d'effet de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, le capital de la Société comprendra 113 809 229 Actions Existantes, intégralement

	émises / Valeur nominale des actions	<p>souscrites, entièrement libérées et de même catégorie.</p> <p>Dans le cadre de l'Offre, il sera procédé à l'émission d'un nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre. Il sera par ailleurs procédé à l'émission d'un nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre. Une fois émises, les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés seront intégralement souscrites, entièrement libérées et de même catégorie que les Actions Existantes.</p> <p>La valeur nominale par action est égale à un (1) euro.</p>
C.4	Droits attachés aux actions	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société qui régiront la Société à compter de l'admission définitive des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris, les principaux droits attachés aux Actions Existantes, aux Actions Nouvelles et aux Actions Nouvelles Réservées aux Salariés admises aux négociations dans le cadre de l'opération sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote, étant précisé qu'un droit de vote double sera attribué à toute action entièrement libérée pour laquelle il est justifié d'une inscription nominative pendant une durée consécutive de deux ans au minimum, au nom d'un même actionnaire (il n'est pas tenu compte de la durée de détention des actions de la Société précédant la réalisation des apports à la Société de l'intégralité des titres émis par les sociétés de droit luxembourgeois Ypso Holding S.à.r.l. et Altice B2B Lux Holding S.à.r.l.) ; - droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; - droit de participation aux bénéfices de la Société ; et - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation.
C.5	Restriction imposée à la libre négociabilité des actions	Sans objet.
C.6	Demande d'admission à la négociation	<p>L'admission des Actions Existantes, des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés est demandée sur le Compartiment A d'Euronext Paris.</p> <p>Les conditions de négociation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles seront fixées dans un avis de NYSE Euronext diffusé le 7 novembre 2013 selon le calendrier indicatif.</p> <p>La première cotation des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L.228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes sur Euronext Paris devrait avoir lieu le 7 novembre 2013 et les négociations devraient débiter le 8 novembre 2013, selon le calendrier indicatif.</p> <p>A compter du 8 novembre 2013 et jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre (incluse) prévue le 12 novembre 2013, selon le calendrier indicatif, les négociations des Actions Nouvelles (sous la forme de promesses d'actions au sens de l'article L.228-10 du Code de commerce) et des Actions Existantes</p>

		<p>interviendront sur une ligne de cotation unique intitulée « Numericable Promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.</p> <p>Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie ne serait pas signé, l'opération d'introduction en bourse de la Société, l'Offre et l'Offre Réservée aux Salariés seraient rétroactivement annulées. Dans l'hypothèse où le Contrat de Garantie serait résilié conformément à ses termes, l'opération d'introduction en bourse de la Société, l'Offre et l'Offre Réservée aux Salariés seraient rétroactivement annulées, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis à la date de règlement-livraison de l'Offre et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations seraient rétroactivement annulées qu'elles portent sur les Actions Existantes, les Actions Nouvelles ou les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.</p> <p>A compter du 13 novembre 2013, les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « Numericable ».</p> <p>Le règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés aura lieu le 26 novembre 2013. L'admission aux négociations des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sur Euronext Paris (Compartiment A) a été demandée et fera l'objet d'un avis diffusé par NYSE Euronext. L'admission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés ne pourra en tout état de cause intervenir avant leur libération intégrale.</p> <p>Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.</p>
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>La Société n'a distribué aucun dividende depuis sa constitution le 2 août 2013. Le Groupe n'a effectué aucune distribution de dividendes en faveur des actionnaires de la Société au cours des trois dernières années.</p> <p>Le Groupe dédiera les flux de trésorerie générés par ses activités opérationnelles de manière prioritaire à sa croissance et notamment à la rénovation de son réseau. Le Groupe ne prévoit pas de distribution de dividende en 2014 au titre de l'exercice 2013. Le Groupe étudiera néanmoins activement, à partir de 2015 sur la base du résultat net de l'exercice 2014, la possibilité de distribuer un dividende dans la mesure où cela est compatible avec les objectifs décrits ci-dessus et avec les contraintes de ses contrats de financement résumées ci-dessous.</p> <p>La Société étant une société holding n'ayant pas d'activité propre, sa capacité à verser des dividendes dépendra de sa capacité à recevoir des distributions de la part de ses filiales. De telles distributions seront soumises aux restrictions suivantes après l'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris, au titre des financements du Groupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au titre du <i>Senior Facility Agreement</i> (contrat de crédit senior) Altice B2B France (le « SFA Altice B2B France »), aucune limite spécifique à la capacité de paiement de dividendes par Altice B2B Lux ne sera imposée, sous réserve du respect des engagements de ratios financiers au titre du SFA Altice B2B France, lorsqu'ils sont recalculés sur une base pro forma tenant compte du versement du dividende ; - au titre du <i>Senior Facility Agreement</i> (contrat de crédit senior) Ypso France (le

		<p>« SFA Ypso France »), Ypso France ou Ypso Holding pourront verser des dividendes à la Société au titre d'un exercice pour un montant maximum équivalent au report à nouveau excédentaire du Groupe Ypso France (tel que défini dans le SFA Ypso France) majoré de la trésorerie accumulée disponible du Groupe Ypso France, à condition que le Ratio de Levier Net ne soit pas supérieur à 4,0 pour 1 et qu'un cas de défaut ne soit pas en cours ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au titre des Obligations Senior Garanties, Ypso France est autorisée à payer un dividende si (i) elle n'est pas en situation de défaut, (ii) elle peut, au moment d'un tel paiement (sur une base pro forma tenant compte du versement de ce dividende), contracter au moins un euro d'endettement additionnel au titre du test sur le Ratio de Levier Net, et (iii) le montant des dividendes proposés majoré du montant de tous les dividendes antérieurs (depuis l'émission des Obligations Senior Garanties, étant précisé qu'à ce jour il n'y en a eu aucun) et des autres paiements soumis à des restrictions versés n'excède pas 50 % du résultat net consolidé d'Ypso France (tel que défini dans la documentation relative aux Obligations Senior Garanties, qui est différent du résultat net IFRS et qui est ajusté en fonction de certains éléments non-récurrents et/ou charges financières qui ne sont pas en numéraire) ; - En outre, au titre des Obligations Senior Garanties, après l'admission aux négociations des actions de la Société sur Euronext Paris, si le Ratio de Levier Net d'Ypso France sur une base pro forma tenant compte du versement de ce dividende est inférieur à 3,5 pour 1, le paiement d'un dividende sera autorisé à hauteur d'un montant annuel ne dépassant pas le plus élevé des deux montants suivants : (a) 6 % du produit net en numéraire perçu par la Société dans le cadre de la présente opération ou (b) 5 % de la capitalisation boursière de la Société.
Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à la Société ou à son secteur d'activité	<p>Les principaux facteurs de risque propres à la Société, au Groupe et à son secteur d'activité figurent ci-après. Il s'agit :</p> <p>(i) des risques relatifs au secteur d'activité et aux marchés du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la concurrence importante (notamment sur les prix, le marketing, les produits, la couverture réseau, les caractéristiques des services ainsi que le service clients) de la part des concurrents historiques ou plus récents et qui pourrait se renforcer encore à l'avenir avec la concurrence de nouveaux entrants ou des concentrations de marché ; - au déploiement de réseaux de fibre optique et/ou VDSL2 par les concurrents du Groupe permettant des téléchargements et des largeurs de bandes qui pourraient s'approcher de, voire rivaliser avec, celles atteintes par le réseau du Groupe et donc réduire et, <i>in fine</i>, supprimer l'écart entre la vitesse et la puissance du réseau en fibre optique/câble du Groupe comparé aux réseaux DSL de ses principaux concurrents et ainsi supprimer un avantage concurrentiel important du Groupe ; - à une faiblesse prolongée ou une détérioration des conditions macroéconomiques en France, seul marché sur lequel le Groupe opère, et notamment à une éventuelle résurgence de la crise de la dette de la zone euro, qui pourrait avoir un impact négatif direct sur les habitudes de dépenses

		<p>des consommateurs ainsi que sur les entreprises ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la capacité du Groupe à continuer à créer, concevoir, se procurer et commercialiser de nouveaux produits et services et à l'acceptation par le marché de ses produits et services existants et nouveaux ; - à l'atteinte à la réputation du Groupe et à sa situation financière qui pourrait résulter de problèmes de qualité de produits, notamment concernant LaBox ; - à l'évolution technologique rapide et significative dans le secteur des télécommunications, l'amélioration fréquente des produits ou des services existants suite à l'émergence de nouvelles technologies et la mise en place de nouveaux standards et pratiques du secteur qui pourraient rendre les technologies et les systèmes du Groupe obsolète s'il ne réussissait pas à s'adapter aux technologies existantes ou nouvelles afin de répondre aux besoins des clients dans un délai approprié ; <p>(ii) des risques relatifs aux activités du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au taux ou au risque de résiliation des clients (notamment influencé par la durée de la période d'engagement, la concurrence, le déménagement des clients hors de la zone desservie par le réseau du Groupe, la mortalité et les hausses de prix) ; - à la pression exercée sur le service clients (notamment lors du lancement de nouvelles offres de produits ou lorsque le degré de satisfaction des clients est en baisse) qui pourrait porter atteinte à la réputation du Groupe, contribuer à une augmentation du taux de résiliation et/ou limiter ou ralentir sa croissance future ; - à l'absence d'accès garanti aux contenus et à la dépendance du Groupe de ses relations et de sa coopération avec les fournisseurs de contenu et les diffuseurs qui, si le Groupe ne pouvait obtenir et conserver des programmes compétitifs à des prix attractifs sur ses réseaux, pourraient conduire à une diminution de la demande de ses services de télévision ; - aux tiers sur lesquels le Groupe s'appuie pour la fourniture de services à ses clients et pour l'exploitation de ses activités (c'est-à-dire des fournisseurs et des sous-traitants) ; tout retard ou manquement par ces tiers dans la fourniture de services ou de produits, toute augmentation de prix facturés au Groupe ou toute décision de non-renouvellement de leurs contrats avec le Groupe pourrait entraîner des retards ou des interruptions des activités du Groupe ; - à la dépendance du Groupe vis-à-vis du bon fonctionnement de son infrastructure IT, toute défaillance de cette infrastructure pouvant affecter la continuité des services du Groupe ; - à la dépendance du Groupe vis-à-vis d'un fournisseur de réseau mobile, le Groupe ne possédant pas de réseau mobile, et à l'absence de garantie que le Groupe sera en mesure de renouveler ses contrats avec son fournisseur de réseau mobile ou de les renouveler à des conditions favorables ; - à l'importance des dépenses d'investissement que nécessite l'activité du Groupe, pour l'entretien du réseau et le développement et la fidélisation des abonnés et pour profiter des opportunités de croissance, et à l'absence de
--	--	--

		<p>garantie que le Groupe soit en mesure de financer ses dépenses d'investissement à des conditions acceptables ou que ses investissements seront rentables ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la baisse du chiffre d'affaires et de la rentabilité provenant de certains services du Groupe (le service de télévision analogique et l'activité DSL marque blanche avec Bouygues Télécom) que le Groupe pourrait ne pas être en mesure de compenser par la croissance du chiffre d'affaires et de la rentabilité générée par d'autres activités du Groupe ; - à la perte de données, au vol de données, à l'accès non-autorisé, au piratage qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la réputation et l'activité du Groupe et sur sa responsabilité, y compris pénale ; - à l'exposition aux champs électromagnétiques des équipements de télécommunication qui suscite des préoccupations quant aux éventuels effets nocifs sur la santé ; si la perception de ce risque devait s'aggraver, ou si un effet nocif devait un jour être établi scientifiquement ; - à d'éventuels conflits sociaux qui pourraient perturber les activités du Groupe, affecter son image ou rendre l'exploitation de ses installations plus coûteuses ; - à la stratégie du Groupe consistant à poursuivre des opportunités de croissance externe qui peuvent engendrer des transformations importantes ; - à la dégradation de l'image, de la réputation et de la marque du Groupe ; - aux changements dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur comptable de certains actifs, notamment des hypothèses résultant d'un environnement de marché défavorable, qui pourraient conduire à une dépréciation de ces actifs, notamment des actifs incorporels comme l'écart d'acquisition ; - à la perte de certains salariés et dirigeants clés (notamment les membres de son comité exécutif) ; <p>(iii) des risques relatifs à la structure et au profil financier du Groupe, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'endettement important du Groupe qui pourrait affecter sa capacité à financer ses opérations et sa situation financière générale ; - au statut de société holding de la Société qui dépend de la capacité de ses filiales opérationnelles à dégager des profits et à assurer le service de leurs dettes ; toute baisse de leurs bénéfices ou de leurs capacités à assumer leurs dettes pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la flexibilité financière du Groupe ; - aux clauses restrictives et aux covenants relatives aux titres de créance du Groupe qui pourraient limiter sa capacité à exercer ses activités et tout manquement du Groupe pourrait constituer des cas de défaut ; <p>(iv) des risques réglementaires et juridiques, notamment ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au caractère fortement réglementé du secteur dans lequel le Groupe opère, le respect de la réglementation étant susceptible d'augmenter ses coûts ou de restreindre ses activités et, à l'inverse, son non-respect étant susceptible d'entraîner des sanctions ; aux modifications futures de la réglementation qui
--	--	--

		<p>pourraient avoir une incidence défavorable significative sur son activité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - au statut juridique complexe du réseau du Groupe qui, dans certains cas, notamment s'agissant des réseaux du Plan Nouvelle Donne, est soumis à des renouvellements ou des défis ; - à l'issue de diverses procédures judiciaires, administratives ou réglementaires auxquelles le Groupe est partie ou dont il fait l'objet dans le cours normal de ses activités ; - aux contrôles et contentieux fiscaux, aux décisions défavorables des autorités fiscales ou aux changements de conventions fiscales, lois et règlements ou interprétations qui en sont faites ; - aux règles fiscales françaises qui pourraient limiter la capacité du Groupe à déduire fiscalement les intérêts ; - aux limites à la capacité du Groupe à utiliser ses déficits fiscaux qui pourraient résulter des résultats futurs du Groupe, des règles fiscales françaises, des contrôles et contentieux fiscaux et de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse ; <p>(v) des risques de marché, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risque de change ; - risque de taux ; - risque de liquidité ; - risque de crédit et/ou de contrepartie ; - risque sur actions et autres instruments financiers <p>(vi) des risques relatifs aux assurances et notamment ceux liés à l'insuffisance éventuelle des polices d'assurance du Groupe.</p>
D.3	Principaux risques propres aux actions de la Société	<p>Les principaux facteurs de risque liés aux actions de la Société figurent ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché financier et sont soumises aux fluctuations de marché ; - la volatilité du prix de marché des actions de la Société ; - le risque lié à la non-signature du Contrat de Garantie, celle-ci entraînant une annulation rétroactive de l'opération d'introduction en bourse de la Société, de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés ; - le risque lié à la résiliation du Contrat de Garantie jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre conformément à ses termes (voir ci-après), celle-ci entraînant une annulation rétroactive de l'opération d'introduction en bourse de la Société, de l'Offre, de l'Offre Réservée aux Salariés, des augmentations de capital y afférentes, ainsi que de toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation ; - une cession ou un transfert dans le futur d'un nombre important d'actions de la Société par les principaux actionnaires existants, à l'issue de la période de conservation, ou la perception qu'une telle cession est imminente ou probable

		<p>ou la réalisation du nantissement portant sur les actions de la Société consenti par Altice, pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ;</p> <p>- la réalisation, en tout ou en partie, du nantissement portant sur les actions de la Société consenti par Altice est susceptible de réduire le niveau de participation d'Altice au capital, qui pourrait ainsi cesser d'être un actionnaire de référence de la Société, et serait susceptible d'avoir un impact majeur sur la gouvernance de la Société.</p> <p>De tels événements seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société.</p>
Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'Offre et estimation des dépenses totales liées à l'Offre	<p><u>Emission des Actions Nouvelles</u></p> <p><i>Produit brut de l'émission des Actions Nouvelles</i></p> <p>Environ 250 millions d'euros.</p> <p>Dans le cas où les souscriptions dans le cadre de l'Offre se révéleraient insuffisantes et où il serait décidé de réduire la taille de l'Offre, il n'est pas envisagé de faire usage de la possibilité de réduction de la taille de l'augmentation de capital à 75% de son montant. Dans un tel cas, il serait procédé à un ajustement de la taille de l'Offre par une réduction de la taille de l'offre des Actions Cédées par les Actionnaires Cédants et non du montant de l'augmentation de capital. Produit net estimé de l'émission des Actions Nouvelles</p> <p>Environ 240 millions d'euros.</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 10 millions d'euros.</p> <p><u>Cession des Actions Cédées</u></p> <p><i>Produit brut de la cession des Actions Cédées revenant aux Actionnaires Cédants</i></p> <p>Environ 402,2 millions d'euros brut, pouvant être porté à environ 500 millions d'euros brut maximum en cas d'exercice en totalité de l'Option de Surallocation (tel que ce terme est défini ci-après).</p> <p><u>Emission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés</u></p> <p>Le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sera d'environ 2 millions d'euros (en prenant pour hypothèse une souscription intégrale des actions).</p>
E.2 a	Raisons de l'Offre / Utilisation du produit de l'émission des Actions Nouvelles	<p>L'Offre et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Paris ont pour objectif de permettre au Groupe de réduire son endettement, de renforcer sa structure financière et d'accroître sa flexibilité financière et stratégique en vue de soutenir sa stratégie de développement et de croissance. L'Offre offrira en outre une liquidité aux actionnaires actuels de la Société qui céderont des actions de la Société dans le cadre de la présente opération.</p> <p>Le produit net de l'émission des Actions Nouvelles sera affecté :</p>

		<ul style="list-style-type: none"> - à hauteur d'environ 63% (152,0 millions d'euros) au remboursement des Obligations Senior Garanties (et la partie du SFA Ypso France correspondante) ; - à hauteur d'environ 7% (17,9 millions d'euros) au paiement des différentes primes de remboursement anticipé ; et - pour le reste aux besoins généraux de financement, y compris la croissance organique et les opportunités de croissance externe, du Groupe. <p>Il est rappelé que seuls les Actionnaires Cédants percevront le produit de l'offre des Actions Cédées.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'Offre	<p>Nature et nombre des titres offerts dans le cadre de l'Offre</p> <p>Les Actions Cédées faisant l'objet de l'Offre sont des actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune et de même catégorie. A la date d'effet de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, soit le 7 novembre 2013, selon le calendrier indicatif, elles seront intégralement souscrites et entièrement libérées.</p> <p>Les Actions Nouvelles faisant l'objet de l'Offre sont toutes de même valeur nominale et de même catégorie que les Actions Existantes. Elles seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance à compter de la date de commencement du premier exercice social, soit le 2 août 2013.</p> <p>Structure de l'Offre</p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Offertes soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un placement global (le « Placement Global ») principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant : <ul style="list-style-type: none"> - un placement en France ; et - un placement privé international dans certains pays, y compris aux États-Unis d'Amérique en vertu de la Règle 144A du US Securities Act de 1933, tel qu'amendé (le « Securities Act »), et à l'extérieur des États-Unis d'Amérique en vertu de la Regulation S du Securities Act ; et - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions Offertes allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % du nombre d'Actions Offertes, avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation.</p> <p>Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fraction d'ordre A1 : de 10 à 200 actions ; et - fraction d'ordre A2 : au-delà de 200 actions. <p>Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux</p>

	<p>fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres A ne pourraient pas être entièrement satisfaits.</p> <p>Option de Surallocation</p> <p>Les Actionnaires Cédants consentiront aux Coordinateurs Globaux, au nom et pour le compte des Établissements Garants, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre, soit un maximum de 4 819 019 Actions Cédées Supplémentaires (sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) (l'« Option de Surallocation »).</p> <p>Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée par J.P. Morgan au nom et pour le compte des Etablissements Garants, en une seule fois, à tout moment, en tout ou partie, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit, à titre indicatif, au plus tard le 7 décembre 2013 (inclus).</p> <p>Fourchette indicative de prix et méthodes de fixation du Prix de l'Offre</p> <p><i>Fourchette indicative de prix</i></p> <p>Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative comprise entre 20,30 euros et 24,80 euros par action, fourchette arrêtée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 25 octobre 2013. Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette. La fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre. En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix susvisée, ou de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera alors ré-ouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de publication du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la publication du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la fourchette (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p><i>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</i></p> <p>Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le conseil d'administration de la Société le 7 novembre 2013, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettent pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global.</p> <p>Le Prix de l'Offre fixé par le conseil d'administration de la Société résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels. Le Prospectus contient des informations relatives, d'une part, à la méthode de valorisation dite « des comparables boursiers » qui vise à comparer la Société à</p>
--	---

	<p>des sociétés cotées de son secteur présentant des modèles d'activité proches, telles que, notamment, Telenet et Ziggo, et d'autre part, à la méthode dite « des flux de trésorerie actualisés ».</p> <p>Garantie</p> <p>L'Offre fera l'objet d'une garantie de placement par un groupe d'établissements financiers dirigé par Deutsche Bank AG, London Branch, et J.P. Morgan Securities plc (« J.P. Morgan »), en qualité de Coordinateurs Globaux (les « Coordinateurs Globaux ») et composé de Deutsche Bank AG, London Branch, J.P. Morgan Securities plc, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC Bank Plc et Morgan Stanley & Co. International plc en qualité de Chefs de File et Teneurs de Livre Associés (les « Chefs de File et Teneurs de Livre Associés ») et de Jefferies, Nomura et Oddo en qualité de Chefs de File Associés (ensemble avec les Coordinateurs Globaux et les Chefs de File et Teneurs de Livre Associés, les « Établissements Garants ») portant sur l'intégralité des Actions Offertes (le « Contrat de Garantie »).</p> <p>Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.</p> <p>Le Contrat de Garantie devrait être signé le jour de la fixation du Prix de l'Offre, prévue, selon le calendrier indicatif, le 7 novembre 2013.</p> <p>Le Contrat de Garantie pourra être résilié par les Coordinateurs Globaux pour le compte des Établissements Garants jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions, et dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'Offre, notamment en cas d'inexactitude ou de non-respect des déclarations et garanties ou de l'un des engagements de la Société ou des Actionnaires Cédants, dans l'hypothèse où l'une des conditions suspensives usuelles n'était pas réalisée, ou encore en cas de changement défavorable important dans la situation de la Société ou du Groupe ou en cas de survenance de certains événements spécifiques de marché rendant l'opération, de l'avis des Coordinateurs Globaux, impraticable ou sérieusement compromise.</p> <p>Calendrier indicatif</p> <table><tr><td>25 octobre 2013</td><td>Visa de l'AMF sur le Prospectus</td></tr><tr><td>28 octobre 2013</td><td>Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus</td></tr><tr><td></td><td>Publication par NYSE Euronext de l'avis d'ouverture de l'OPO</td></tr><tr><td></td><td>Ouverture de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés</td></tr><tr><td>5 novembre 2013</td><td>Clôture de l'Offre Réservée aux Salariés à 18 heures (heure de Paris)</td></tr><tr><td>6 novembre 2013</td><td>Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet</td></tr><tr><td>7 novembre 2013</td><td>Clôture du Placement Global à 13 heures (heure de Paris)</td></tr><tr><td></td><td>Fixation du Prix de l'Offre et du Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés</td></tr></table>	25 octobre 2013	Visa de l'AMF sur le Prospectus	28 octobre 2013	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus		Publication par NYSE Euronext de l'avis d'ouverture de l'OPO		Ouverture de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés	5 novembre 2013	Clôture de l'Offre Réservée aux Salariés à 18 heures (heure de Paris)	6 novembre 2013	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet	7 novembre 2013	Clôture du Placement Global à 13 heures (heure de Paris)		Fixation du Prix de l'Offre et du Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés
25 octobre 2013	Visa de l'AMF sur le Prospectus																
28 octobre 2013	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre et la mise à disposition du Prospectus																
	Publication par NYSE Euronext de l'avis d'ouverture de l'OPO																
	Ouverture de l'OPO, du Placement Global et de l'Offre Réservée aux Salariés																
5 novembre 2013	Clôture de l'Offre Réservée aux Salariés à 18 heures (heure de Paris)																
6 novembre 2013	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet																
7 novembre 2013	Clôture du Placement Global à 13 heures (heure de Paris)																
	Fixation du Prix de l'Offre et du Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés																

		<p>Signature du Contrat de Garantie</p> <p>Publication par NYSE Euronext de l'avis de résultat de l'Offre</p> <p>Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés et le résultat de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés</p> <p>Première cotation des actions de la Société sur Euronext Paris</p> <p>Assemblée générale extraordinaire de la Société approuvant les apports constituant la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse</p> <p>Début de la période de stabilisation éventuelle</p> <p>8 novembre 2013 Début des négociations des Actions Existantes et des Actions Nouvelles sur Euronext Paris (sur une ligne de cotation intitulée « Numericable Promesses » jusqu'à la date de règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global)</p> <p>12 novembre 2013 Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global</p> <p>13 novembre 2013 Début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris sur une ligne de cotation intitulée « Numericable »</p> <p>26 novembre 2013 Règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés</p> <p>7 décembre 2013 Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation</p> <p>Fin de la période de stabilisation éventuelle</p> <p>Modalités de souscription</p> <p>Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 6 novembre 2013 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un ou plusieurs des Coordinateurs Globaux Chefs de File et Teneurs de Livre Associés au plus tard le 7 novembre 2013 à 13 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.</p> <p>Coordinateurs Globaux</p> <p>Deutsche Bank J.P. Morgan</p> <p>Chefs de File et Teneurs de Livre Associés</p> <p>Deutsche Bank J.P. Morgan Crédit Agricole Corporate and Investment Bank HSBC Morgan Stanley</p>
--	--	--

	<p>Chefs de File Associés</p> <p>Jefferies Nomura Oddo</p> <p>Engagements de souscription reçus</p> <p>Sans Objet.</p> <p>Stabilisation</p> <p>Aux termes du Contrat de Garantie, J.P. Morgan (ou toute entité agissant pour son compte), agissant au nom et pour le compte des Etablissements Garants, pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation, lesquelles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 décembre 2013 (inclus).</p> <p>Offres concomitantes d'actions de la Société</p> <p><u>Emission d'actions nouvelles en rémunération des apports constituant la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse</u></p> <p>Il est envisagé que des apports constituant la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse soient réalisés le jour de la fixation du Prix de l'Offre, au vu du rapport du commissaire aux apports. La valeur des apports a été fixée à 1 995 489 490,22 euros aux termes du traité d'apport en date du 16 septembre 2013, qui prévoit, en rémunération de ces apports, l'émission de 113 772 229 actions nouvelles de la Société, se traduisant par une augmentation de capital de la Société de 113 772 229 euros, et par une prime d'apport de 1 881 717 261,22 euros.</p> <p><u>Cession des Actionnaires Cédants à Altice</u></p> <p>Par ailleurs, dans le cadre de la Cession à Altice, au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, les Actionnaires Cédants céderont à Altice, dans le cadre d'une opération de gré à gré, au Prix de l'Offre, un nombre d'Actions Existantes qui permettra à Altice de détenir seul à la date de règlement-livraison de l'Offre une participation correspondant à 30% du capital de la Société plus une action (compte tenu des actions ayant fait l'objet de la Cession Pechel / Five Arrows et faisant l'objet des Options d'Achat Altice), ce pourcentage étant calculé après prise en compte de l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés.</p> <p><u>Cession par Altice, Cinven et Carlyle à Monsieur Danon</u></p> <p>Le 28 janvier 2010, Altice, Cinven et Carlyle ont conclu une promesse unilatérale de vente portant sur des actions Ypso Holding S.à.r.l. et Altice B2B Lux S.à.r.l. au profit de Monsieur Pierre Danon, ancien Président-Directeur général du Groupe (par ailleurs actionnaire de la société Fiberman), modifiée le 17 décembre 2010 pour prévoir que les actions sous-jacentes seraient des actions d'Altice B2B Lux Holding S.à.r.l. Le bénéfice de cette promesse a été transféré par la suite au profit de la société Cordial Consulting Ltd. que contrôle Monsieur Pierre Danon.</p>
--	---

		<p>Suite à la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, il est prévu que, dans le cadre de l'introduction en bourse des actions de la Société, la promesse porte sur des actions de la Société et que le prix de référence soit le Prix de l'Offre. Tant les nombres d'actions que les prix d'achat des actions par le bénéficiaire de la promesse sont fonction du Prix d'Introduction en Bourse.</p> <p>Ainsi, en application de cet accord, sur la base de la borne inférieure de la fourchette de prix indicative, la société Cordial Consulting Ltd. acquerrait auprès de Altice, Cinven et Carlyle (les « Promettants »), un nombre global de 237 120 actions de la Société à un prix d'environ 13,66 euros par action et, après rachat d'une quote-part de ces actions par les Promettants au Prix de l'Offre, conserverait 77 540 actions de la Société.</p> <p>Sur la base de la borne supérieure de la fourchette de prix indicative, la société Cordial Consulting Ltd. acquerrait auprès des Promettants un nombre global de 263 858 actions de la Société, à un prix d'environ 15,56 euros par action et, après rachat d'une quote-part de ces actions par les Promettants au Prix de l'Offre, conserverait 98 285 actions de la Société.</p> <p><u>Offre Réservée aux Salariés</u></p> <p>Des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés pour un montant d'environ 2 millions d'euros (correspondant, à titre indicatif, à 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés au maximum, sur la base d'un Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés (tel que ce terme est défini ci-après) égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés) seront offertes dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés. Le nombre d'actions effectivement émises dépendra du niveau des souscriptions effectives.</p> <p>Le prix de souscription unitaire des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés (le « Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés ») sera égal au Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 20% et arrondi au centime d'euro supérieur. La fourchette indicative du Prix de Souscription de l'Offre Réservée aux Salariés sera donc comprise entre 16,24 euros et 19,84 euros par action.</p> <p>Les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés faisant l'objet de l'Offre Réservée aux Salariés sont des actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune de même catégorie que les Actions Existantes, intégralement souscrites et entièrement libérées à l'émission et de même catégorie. Elles seront assimilables dès leur émission aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance à la date de commencement du premier exercice social, soit le 2 août 2013.</p> <p>Le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sera d'environ 2 millions d'euros (prenant pour hypothèse une souscription intégrale des actions).</p>
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'Offre	<p>Aux termes de la Cession à Altice (voir ci-dessus), les Actionnaires Cédants cèderont à Altice un nombre d'Actions Existantes qui permettra à Altice de détenir, au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, une participation correspondant à 30% du capital de la Société plus une action (compte tenu des actions ayant fait l'objet de la Cession Pechel / Five Arrows et faisant l'objet des Options d'Achat Altice et après prise en compte de l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés).</p>

		<p>En outre, les Établissements Garants et/ou certains de leurs affiliés ont rendu ou pourront rendre à l'avenir diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux ou autres à la Société, aux actionnaires actuels de la Société, leurs affiliés ou actionnaires ou à leurs mandataires sociaux, dans le cadre desquelles ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>A cet égard, Deutsche Bank AG, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, HSBC France et Morgan Stanley, ou le cas échéant des entités affiliées, ainsi que d'autres établissements financiers, ont conclu avec Altice Six, qui détient 24,03 % du capital de la Société à la date du présent Prospectus, des lettres d'engagement en date du 3 octobre 2013 aux termes desquelles ces établissements se sont engagés à consentir à Altice un emprunt visant à financer la Cession à Altice et la Cession Pechel / Five Arrows. En garantie de ses obligations au titre de cet emprunt, Altice nantira la participation qu'elle détiendra dans la Société à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles et des Actions Cédées Initiales.</p>																				
E.5	Personne ou entité offrant de vendre des actions / Convention de blocage	<p>Carlyle et Cinven, qui détiennent chacun 37,58 % du capital de la Société à la date du Prospectus, se sont engagés à céder dans le cadre de l'Offre des Actions Cédées Initiales pour un montant maximum d'environ 402,2 millions d'euros (correspondant, à titre indicatif, à 19 811 522 Actions Cédées Initiales au maximum, calculé sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), susceptible d'être porté à un montant maximum d'environ 500 millions d'euros en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, par la cession d'Actions Cédées Supplémentaires (correspondant, à titre indicatif, à 4 819 019 Actions Cédées Supplémentaires au maximum, calculé sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre). Sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, les Actions Cédées dans le cadre de l'Offre se répartissent comme suit :</p> <table><tr><th>Noms des Actionnaires Cédants</th><th>Nombre d'actions détenues avant la cession</th><th>Nombre maximum d'Actions Cédées Initiales (avant l'exercice de l'Option de Surallocation)</th><th>Nombre maximum d'Actions Cédées Supplémentaires (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)</th><th>Nombre maximum total d'Actions Cédées</th></tr><tr><td>Carlyle</td><td>42 646 280</td><td>6 603 840</td><td>1 606 340</td><td>8 210 180</td></tr><tr><td>Cinven</td><td>42 646 280</td><td>13 207 682</td><td>3 212 679</td><td>16 420 361</td></tr><tr><td>Total</td><td>85 292 560</td><td>19 811 522</td><td>4 819 019</td><td>24 630 541</td></tr></table> <p>Par ailleurs, au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, les Actionnaires Cédants céderont à Altice au Prix de l'Offre dans le cadre de la Cession à Altice un nombre d'Actions Existantes qui permettra à Altice de détenir à la date de règlement-livraison de l'Offre une participation correspondant à 30% du capital de la Société plus une action, ce pourcentage étant calculé en tenant compte des actions ayant fait l'objet de la Cession Pechel / Five Arrows et faisant l'objet des Options d'Achat Altice et après prise en compte de l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés (voir ci-</p>	Noms des Actionnaires Cédants	Nombre d'actions détenues avant la cession	Nombre maximum d'Actions Cédées Initiales (avant l'exercice de l'Option de Surallocation)	Nombre maximum d'Actions Cédées Supplémentaires (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)	Nombre maximum total d'Actions Cédées	Carlyle	42 646 280	6 603 840	1 606 340	8 210 180	Cinven	42 646 280	13 207 682	3 212 679	16 420 361	Total	85 292 560	19 811 522	4 819 019	24 630 541
Noms des Actionnaires Cédants	Nombre d'actions détenues avant la cession	Nombre maximum d'Actions Cédées Initiales (avant l'exercice de l'Option de Surallocation)	Nombre maximum d'Actions Cédées Supplémentaires (après exercice intégral de l'Option de Surallocation)	Nombre maximum total d'Actions Cédées																		
Carlyle	42 646 280	6 603 840	1 606 340	8 210 180																		
Cinven	42 646 280	13 207 682	3 212 679	16 420 361																		
Total	85 292 560	19 811 522	4 819 019	24 630 541																		

		<p>dessus).</p> <p>Engagements d'abstention de la Société</p> <p>A compter de la signature du Contrat de Garantie et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>Engagements de conservation des Actionnaires Cédants</p> <p>A compter de la signature du Contrat de Garantie et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>Engagements de conservation d'Altice</p> <p>A compter de la signature du Contrat de Garantie et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p> <p>Engagements de conservation de Fiberman S.C.A.</p> <p>A compter de la signature du Contrat de Garantie et jusqu'à la fin d'une période expirant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions.</p>								
E.6	Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre	<p>Impact de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés sur les capitaux propres combinés du Groupe</p> <p>Sur la base des capitaux propres combinés du Groupe au 30 septembre 2013 et du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de la Réorganisation Préalable à l'Introduction en Bourse, les capitaux propres combinés par action, avant et après l'Offre et l'Offre Réservée aux Salariés, s'établiraient comme suit (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers (hors incidence des éventuelles économies d'impôts)) :</p> <table><tr><th>(en euros par action)</th><th>Capitaux propres combinés par action au 30 septembre 2013</th></tr><tr><td>Avant émission des Actions Nouvelles</td><td>2 euros</td></tr><tr><td>Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix</td><td>1,8 euro</td></tr><tr><td>Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés</td><td>1,8 euro</td></tr></table>	(en euros par action)	Capitaux propres combinés par action au 30 septembre 2013	Avant émission des Actions Nouvelles	2 euros	Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix	1,8 euro	Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	1,8 euro
(en euros par action)	Capitaux propres combinés par action au 30 septembre 2013									
Avant émission des Actions Nouvelles	2 euros									
Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix	1,8 euro									
Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	1,8 euro									

		<p>Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés</p> <p>L'incidence de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait à la date du présent Prospectus 1 % du capital social de la Société et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société au 30 septembre 2013) serait la suivante :</p> <table><tr><th>(en %)</th><th>Participation de l'actionnaire</th></tr><tr><td>Avant émission des Actions Nouvelles</td><td>1,0 %</td></tr><tr><td>Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix</td><td>0,9 %</td></tr><tr><td>Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés</td><td>0,9 %</td></tr></table>	(en %)	Participation de l'actionnaire	Avant émission des Actions Nouvelles	1,0 %	Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix	0,9 %	Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	0,9 %
(en %)	Participation de l'actionnaire									
Avant émission des Actions Nouvelles	1,0 %									
Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix	0,9 %									
Après émission du nombre maximum de 12 315 270 Actions Nouvelles et du nombre maximum de 123 152 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés, sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix et en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	0,9 %									
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par la Société	Sans objet.								